

Ne manquons pas le rendez-vous des élections professionnelles !

Thierry JOUVE, Bernard DUFFOURG

C'est une profonde crise politique qui touche aujourd'hui notre pays. Elle se traduit entre autres par des formes de désespérance qui touchent une part croissante de nos concitoyens, alimentées par les atteintes répétées aux droits et aux acquis sociaux, l'accroissement des inégalités et de la précarité, l'absence de perspectives politiques et un sentiment de grande impuissance face à la toute puissance de quelques grands groupes et à une « crise » dont les solutions leur paraissent hors de portée, quand ce n'est pas impossible à concevoir.

Une telle situation entraîne notamment la multiplication des formes individuelles de repliement, « l'éloignement » et souvent le rejet du politique, et laisse le champ libre à l'extrême droite et à toutes les formes de populisme, ce que les dernières élections - et les sondages actuels - ont clairement montré.

D'une manière ou d'une autre, le mouvement syndical est lui aussi impacté.

En témoignent son incapacité à peser efficacement sur les grandes décisions politiques, ses difficultés à construire des mobilisations et à proposer des solutions alternatives audibles.

Il serait tout aussi dangereux qu'illusoire de penser que notre profession est épargnée.

Nous rencontrons les mêmes doutes chez nos collègues quant à notre capacité à influencer sur les grands choix politiques dans l'Éducation et la Fonction Publique, les mêmes difficultés à construire notre stratégie syndicale et à mobiliser, ce que montrent d'ailleurs nos textes d'orientation.

Paradoxalement, il semble que le SNES reste un refuge, peut-être même le seul, pour un nombre important (croissant ?) de collègues, face à des lendemains de plus en plus incertains et à des craintes de plus en plus fortes pour l'avenir de nos métiers, voire de notre statut de fonctionnaires.

Mais tout cela sera-t-il suffisant pour gagner les prochaines élections professionnelles ?

Inutile ici de revenir sur l'importance de leurs enjeux, décisifs pour l'avenir du SNES et de la FSU. Mais il serait risqué d'imaginer que, pour ces seules raisons, la profession va automatiquement voter massivement pour nous.

Deux dangers nous guettent, celui des discours populistes, qui peuvent faire les choux gras de FO ou du SNALC par exemple, et probablement plus encore celui de l'abstention.

Sommes-nous assurés que le « mouvement » qui éloigne les électeurs des urnes lors des échéances politiques ne va pas produire des effets similaires lors de nos élections professionnelles ? Sommes-nous assurés qu'une partie de notre profession, qui s'en remet pourtant à nous et attend beaucoup du SNES et de la FSU, ne va pas laisser parler d'abord sa déception ?

Pour y répondre, nous devons bien sûr continuer à être les meilleurs dans la défense quotidienne des collègues, de leurs carrières... en bref, dans le corpo.

C'est assurément nécessaire. Mais cela sera-t-il suffisant ?

Pour redonner de l'espoir dans notre capacité à peser sur les choix politiques au moins pour le 2nd degré, pour notre métier et pour le Service Public d'Éducation, nous devons porter haut et fort la voix et les attentes de la profession, assumer pleinement notre rôle de syndicat majoritaire du 2nd degré / de 1^{ère} fédération de l'Éducation.

Certes, un tel discours, toutes les organisations syndicales vont peu ou prou le tenir.

Mais ce que nous pouvons et que nous devons faire, c'est nous appuyer sur nos spécificités et sur notre force militante de syndicat majoritaire, c'est marquer la différence sur un terrain sur lequel aucune autre ne peut nous suivre, celui de l'action et de la mobilisation.

Et ce, avant les élections professionnelles.

La perspective d'une grève nationale semble, pour le moment au moins, hors de portée.

Celle d'une manifestation nationale aussi. (Et pourtant... les notaires...)

Mais doit-on pour autant se résigner à conclure que rien n'est possible en ce moment et qu'il n'est d'autres voies que d'attendre des jours meilleurs ?

Nous pouvons, même dans le contexte actuel, construire un rapport de force significatif en nous appuyant sur nos réseaux militants, donner un signal fort, lisible et largement médiatisé, à la profession et au-delà, à l'opinion et aux politiques.

La FSU ne pourrait-elle pas être à **l'initiative d'une semaine d'action Fonction Publique aux environs du 20 novembre** ?

Semaine d'action qui comporterait notamment **une journée nationale d'action pour l'Éducation Nationale, marquée par une forte initiative nationale**, par exemple la tenue à Paris d'assises nationales des métiers de l'Éducation, rassemblant plusieurs centaines au moins de militantes et de militants et préparée par des initiatives départementales et/ou régionales.

Ces assises nationales permettraient de porter dans les media, dans l'opinion et au 1^{er} plan de l'actualité, plusieurs dossiers essentiels, par exemple celui de la crise des recrutements et de ses conséquences, celui de nos métiers et de leur revalorisation...

Quant à la semaine d'action Fonction Publique, elle permettrait de mettre en avant tout à la fois les revendications d'ensemble, notamment sur les salaires, l'emploi public, la précarité... et la situation et les revendications des différents secteurs de la Fonction Publique.

Et si nous n'arrivons pas à convaincre nos partenaires de la FSU ?

Le SNES ne pourrait-il pas alors prendre ses responsabilités, en organisant, avec les syndicats FSU du 2nd degré, des assises nationales des métiers du 2nd degré ?